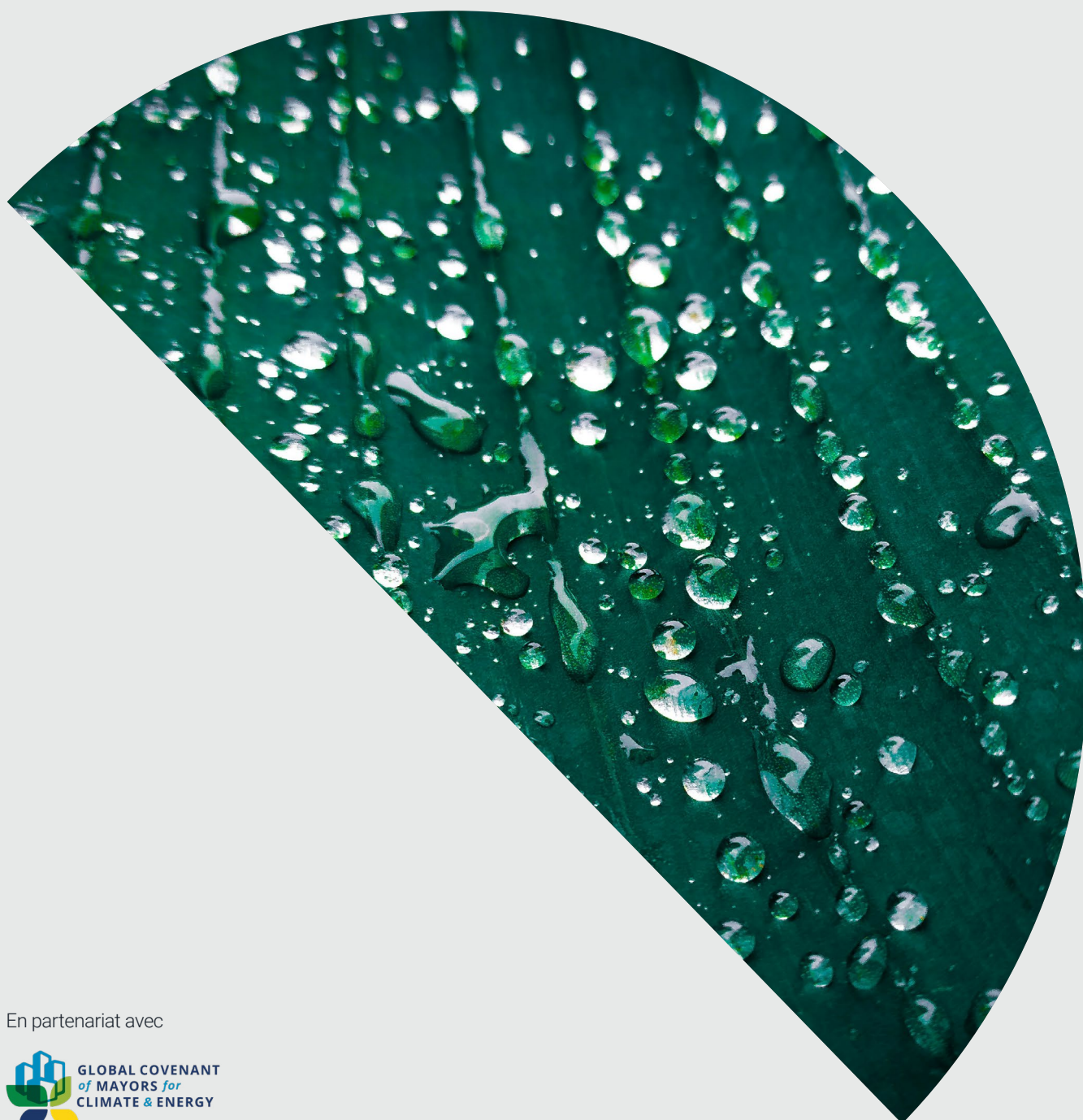


Etude de Cas National de CHAMP

Afrique de l'Ouest



En partenariat avec





Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est confrontée à une crise climatique croissante, tandis que les conditions météorologiques extrêmes s'intensifient dans les différentes économies de la région. Les inondations de 2022 au Nigeria en sont un exemple frappant, qui a marqué le plus grand déplacement de population en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, est confrontée à une baisse critique de sa production en raison de conditions météorologiques défavorables, tandis que le Ghana s'attend à ce que les dommages causés par la sécheresse triplent pour atteindre plus de 325 millions de dollars par an d'ici le milieu du siècle. La vulnérabilité côtière touche les trois pays, dont une grande partie de la population est installée dans des zones menacées par la montée des eaux et l'intensification des tempêtes.

Les pressions budgétaires aggravent les risques physiques. La mise en œuvre des CDN de l'Afrique coûtera environ 2,8 billions de dollars entre 2020 et 2030, mais le continent a reçu moins de 3% du total des financements climatiques mondiaux destinés aux pays en voie de développement en 2021/2022. Seuls 36% de ces fonds ont été consacrés à l'adaptation, alors que moins de 4 % des émissions mondiales proviennent de la région. En Afrique de l'Ouest, le financement lié au climat entre 2013 et 2019 s'est élevé à 11,7 milliards de dollars US, couvrant à peine 13 % des besoins déclarés des pays en matière de CDN.

Malgré ces contraintes, la région fait preuve d'un leadership évident dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de financement, comme l'utilisation par le Nigeria des obligations Sukuk et le marquage du budget climatique du Ghana. Le développement des énergies renouvelables présente également le double avantage de réduire les émissions et d'élargir l'accès à l'électricité, bien que la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et les restrictions liées aux budgets gouvernementaux persistent.

Pour combler le déficit de financement, il faudra continuer à innover sur le plan financier et fiscal en tenant compte des besoins des

communautés qui s'urbanisent rapidement. Les villes africaines se développent plus rapidement que celles de toute autre région, créant ainsi des opportunités de développement durable et de résilience des infrastructures.

Il est essentiel de passer de projets isolés à des modèles de gouvernance institutionnalisés à plusieurs niveaux. Grâce à des initiatives telles que ICLEI Afrique, la Convention des Maires en Afrique subsaharienne et la Coalition pour des Partenariats Multiniveaux de Grande Ambition (CHAMP), les collectivités locales font progresser l'action climatique et élèvent le leadership urbain en matière de climat sur la scène mondiale.



Etude de Cas National : Le Ghana

Le Ghana a réalisé des progrès significatifs en matière d'objectifs de développement au cours des dernières décennies, mais doit continuer à investir dans les infrastructures physiques et sociales et dans la diversification économique pour faire face à l'aggravation des défis climatiques.

Les défis climatiques du Ghana se manifestent par des précipitations de plus en plus irrégulières, des sécheresses prolongées dans le nord du pays, des inondations en milieu urbain et par l'accélération de l'érosion côtière. Les températures augmenteront également de 0,9°C d'ici à 2040, tandis que les mers côtières s'élèveront de 16,5 cm d'ici à 2050. Un quart des Ghanéens vivent dans des villes côtières comme Accra, où les inondations et les ondes de tempête constituent des menaces constantes.

Les contraintes économiques constituent des obstacles majeurs. Le financement annuel de la lutte contre le changement climatique de 830 millions de dollars couvre moins de 10 % des 9,3 à 15,5 milliards de dollars nécessaires chaque année et le gouvernement national doit faire face à d'importants frais de service de la dette. Dans le même temps, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, qui fournissent 20 % du PIB, et emploient un tiers des travailleurs, sont soumis à de fortes pressions, car les rendements du maïs chutent et les pertes dues à la sécheresse pourraient atteindre les 325 millions de dollars par an selon les scénarios les plus pessimistes.

Le CDN du Ghana à partir de 2021 prévoit une réduction inconditionnelle des émissions de 12 % et une réduction conditionnelle de 45 % d'ici à 2030, sous réserve d'un soutien extérieur de 15,5 milliards de dollars.¹ Cependant, la production d'énergie renouvelable a diminué depuis les années 1990, représentant aujourd'hui moins de 40 % de la production, contre plus de 80 % au début des années 1990.

En termes d'adaptation, la CDN se concentre sur l'agriculture intelligente face au climat, le renforcement de la gestion de l'eau, la construction de défenses côtières et l'amélioration des systèmes de lutte contre les inondations en milieu urbain. Le pays a également mis en place une Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique. Cependant, le contenu urbain de la CDN est classé comme "modéré" par ONU Habitat, ce qui suggère que les villes ont un rôle plus important à jouer dans les efforts nationaux.

Il est indispensable de diversifier et d'accroître les flux de financement de la lutte contre le changement climatique. Le gouvernement national est la principale source de financement de la lutte contre le changement climatique dans le pays et a introduit le marquage du budget climatique pour s'assurer que les décisions budgétaires s'alignent sur les priorités climatiques. Les fonds multilatéraux de développement offrant des subventions et des prêts à des conditions préférentielles ont constitué la deuxième source de financement la plus importante. Toutefois, ces ressources ne sont pas à la hauteur pour répondre aux besoins à long terme du pays, qui nécessiteront des investissements plus importants de la part du secteur privé à des taux abordables.



¹ Dernière soumission de CDN en date du 9 octobre 2025.



Enseignements tirés du rapport CDP-ICLEI Track

Accra, Cape Coast Metropolitan Assembly et Sekondi-Takoradi Metropolitan Assembly ont déclaré leurs données via le questionnaire CDP-ICLEI Track en 2024, représentant 2,5 millions de personnes (environ 12 % de la population urbaine du Ghana). Les trois villes ont réalisé des évaluations des risques climatiques et de leur vulnérabilité et ont fixé des objectifs d'adaptation.

Toutefois, les capacités varient d'une municipalité à l'autre. Accra et Sekondi-Takoradi ont élaboré des plans d'action pour le climat (PAC), réalisé des inventaires d'émissions à l'échelle de leur territoire et fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.² Cape Coast, en revanche, est

encore en train d'élaborer son PAC et n'a pas entrepris de faire l'inventaire de ses émissions ni de fixer des objectifs, invoquant une capacité financière insuffisante. Cette disparité met en évidence les contraintes liées aux ressources qui limitent la planification climatique globale dans les villes du Ghana et la nécessité d'un soutien financier et technique ciblé pour renforcer les capacités municipales.

La collaboration interjuridictionnelle est présente dans toutes les villes participant au rapport. Accra et Cape Coast collaborent avec le gouvernement national sur la planification de l'action climatique, facilitant le partage d'informations et l'intégration des priorités locales dans la CDN du pays.

3



villes ont déclaré leurs données via CDP-ICLEI Track en 2024

12%



de la population urbaine du Ghana (représentant 2,5 millions de personnes)



² Un objectif d'émissions actif est un objectif qui couvre les principaux domaines d'émissions et au moins l'ensemble de la juridiction.



Accent sur les projets

Accra, Cape Coast Metropolitan Assembly et Sekondi-Takoradi Metropolitan Assembly ont déclaré six projets climat représentant un besoin d'investissement total de 104,1 millions de dollars. Parmi ceux-ci, deux projets concernent le domaine des solutions fondées sur la nature, de la biodiversité et des espaces verts urbains, et de deux autres portent sur la gestion de l'eau, mais les détails de ces initiatives n'ont pas été communiqués. Accra a déclaré un projet de transport

nécessitant 55,3 millions de dollars de financement ainsi qu'un projet de gestion des déchets demandant 48,8 millions de dollars de financement.

Le pipeline de projets en est encore à ses débuts, cinq des six projets étant encore en phase de développement. Cela met en évidence des possibilités importantes d'assistance technique et de renforcement des capacités pour faire progresser la préparation des projets et débloquer le financement de la lutte contre le changement climatique pour les priorités municipales.

104,1 millions USD



de financements sont
recherchés pour six
projets liés au climat

Accra

Développement d'une usine de compostage à grande échelle

Alors qu'Accra se prépare à mettre en œuvre un programme de tri à la source à l'échelle de la ville, ce projet permettra d'augmenter la capacité de compostage de la ville jusqu'à environ 600 tonnes par jour.

Stade de développement

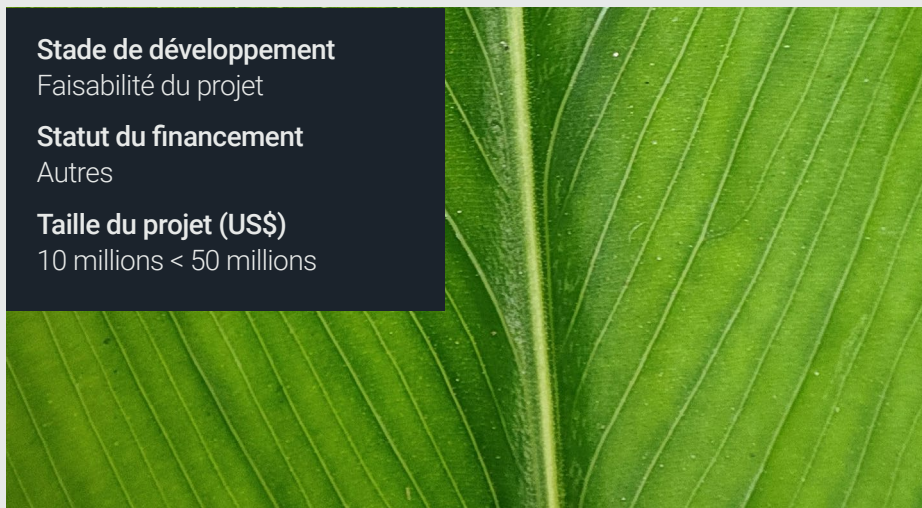
Faisabilité du projet

Statut du financement

Autres

Taille du projet (US\$)

10 millions < 50 millions



Accra

Transformation inclusive des transports publics

Ce projet a été conçu pour améliorer la mobilité dans les zones métropolitaines grâce à une combinaison de mesures d'ingénierie du trafic, d'améliorations de la gestion, de régulation du secteur des transports publics et de mise en œuvre d'un système de bus à haut niveau de service (BHNS).

Stade de développement

Structuration du projet

Statut du financement

Projet non financé et en recherche d'un financement complet

Taille du projet (US\$)

50 millions < 100 millions





Etude de Cas National : La Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est l'une des économies d'Afrique de l'Ouest à la croissance la plus rapide. Cependant, ses exportations agricoles et ses communautés côtières sont fortement exposées aux risques climatiques, ce qui risque de compromettre sa croissance économique.

La Côte d'Ivoire subit de violentes tempêtes tropicales qui entraînent de fortes précipitations, des inondations, l'érosion côtière, des chaleurs extrêmes et l'élévation du niveau de la mer. Par ailleurs, près de 7,5 millions de personnes (30 % de la population) vivent dans les plaines côtières où se concentrent 80 % de l'activité économique et où les deux tiers du littoral s'érodent.

Les dommages causés par le climat pourraient atteindre 1,3 milliard de dollars d'ici 2040, ce qui aurait un impact sur l'agriculture, le capital humain et les infrastructures. L'agriculture emploie 45 % de la population active et contribue à 16,7 % du PIB, mais le cacao affiche déjà des baisses de rendement de 20 % pendant les périodes d'El Niño.

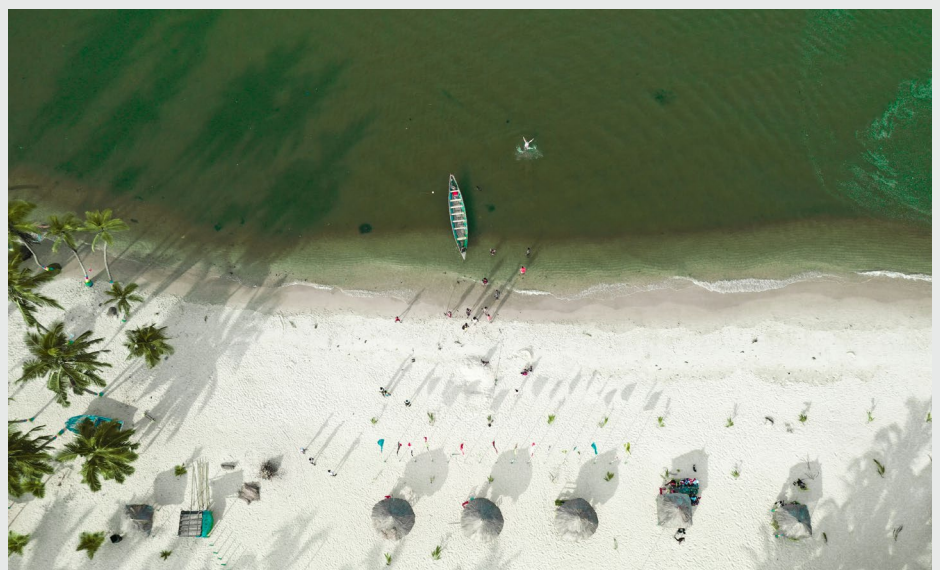
Le pays est également confronté à des problèmes de biodiversité, ayant perdu plus de 80 % de ses forêts naturelles au cours des 50 dernières années, en partie à cause des pratiques agricoles, ce qui a un impact direct sur les services écosystémiques et la résilience climatique. Le pays se classe actuellement 134e sur 180 sur la liste du ND-GAIN des pays les moins avancés, ce qui témoigne d'une grande vulnérabilité au changement climatique.

Le pays reste dépendant de sources à fortes émissions pour l'énergie en réseau et hors réseau. Le gaz naturel produit 69 % de l'électricité en Côte d'Ivoire en raison de l'abandon du charbon, mais les biocarburants et le pétrole dominent toujours la consommation totale d'énergie, principalement pour la cuisine domestique. Les énergies renouvelables modernes, principalement l'hydroélectricité et l'énergie solaire, ne contribuent qu'à 8,6 % de la consommation d'énergie et sont en baisse depuis 2000. Cette trajectoire descendante est inquiétante compte tenu de l'objectif que s'est fixé le pays, à savoir 45 % d'énergies renouvelables d'ici à 2030.

Le pays dispose d'une CDN ambitieuse qui met en évidence une demande claire de financement extérieur. La CDN 2022 du pays vise à une réduction inconditionnelle des émissions de 30 % et conditionnelle de 99 % d'ici à 2030, ce qui requerra 22 milliards de dollars répartis entre 12 milliards de dollars pour l'adaptation et 10 milliards de dollars

pour l'atténuation.³ L'adaptation est centrée sur l'eau et les infrastructures côtières, le renforcement des capacités et la réduction des charges liées à la collecte de l'eau qui pèsent sur les femmes et les filles (90 % des collecteurs). Les mesures d'atténuation mettent l'accent sur la cuisine propre, l'expansion de l'énergie solaire et hydroélectrique, les véhicules électriques et le reboisement à grande échelle.

La Côte d'Ivoire travaille en étroite collaboration avec les institutions financières multilatérales pour faire avancer l'action climatique infranationale. Son Cadre de financement lié à la durabilité lie directement les taux d'intérêt des prêts à la réalisation d'objectifs climatiques. Le pays travaille en étroite collaboration avec le FMI pour identifier les possibilités de réduire les risques liés aux investissements privés, et a réussi à mobiliser 2,4 milliards de dollars pour les dépenses publiques grâce à l'émission d'obligations ESG.



³ Dernière soumission de CDN en date du 9 octobre 2025.



Enseignements tirés du rapport CDP-ICLEI Track

Abidjan et la commune de Cocody ont déclaré leurs données via le questionnaire CDP-ICLEI Track en 2024, représentant 6,8 millions de résidents, soit environ 42 % de la population urbaine de la Côte d'Ivoire.

Les deux villes démontrent une planification climatique complète. Chacune d'entre elles a réalisé des évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, fixé des objectifs d'adaptation et élaboré des plans d'action nationaux. En ce qui concerne l'atténuation, les deux villes ont dressé des inventaires d'émissions à l'échelle de leur territoire et se sont fixé des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cela reflète

l'engagement et la capacité institutionnels des plus grandes zones urbaines de Côte d'Ivoire, les positionnant comme des modèles potentiels d'action climatique pour les municipalités plus petites à l'échelle nationale.

La collaboration interjuridictionnelle est évidente dans les deux villes concernées. Abidjan et la commune de Cocody s'engagent avec le gouvernement national sur la planification de l'action climatique, la commune de Cocody coordonnant également l'évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité. Cet engagement englobe le partage d'informations, le suivi des progrès et l'intégration des composantes municipales dans la CDN du pays.

2

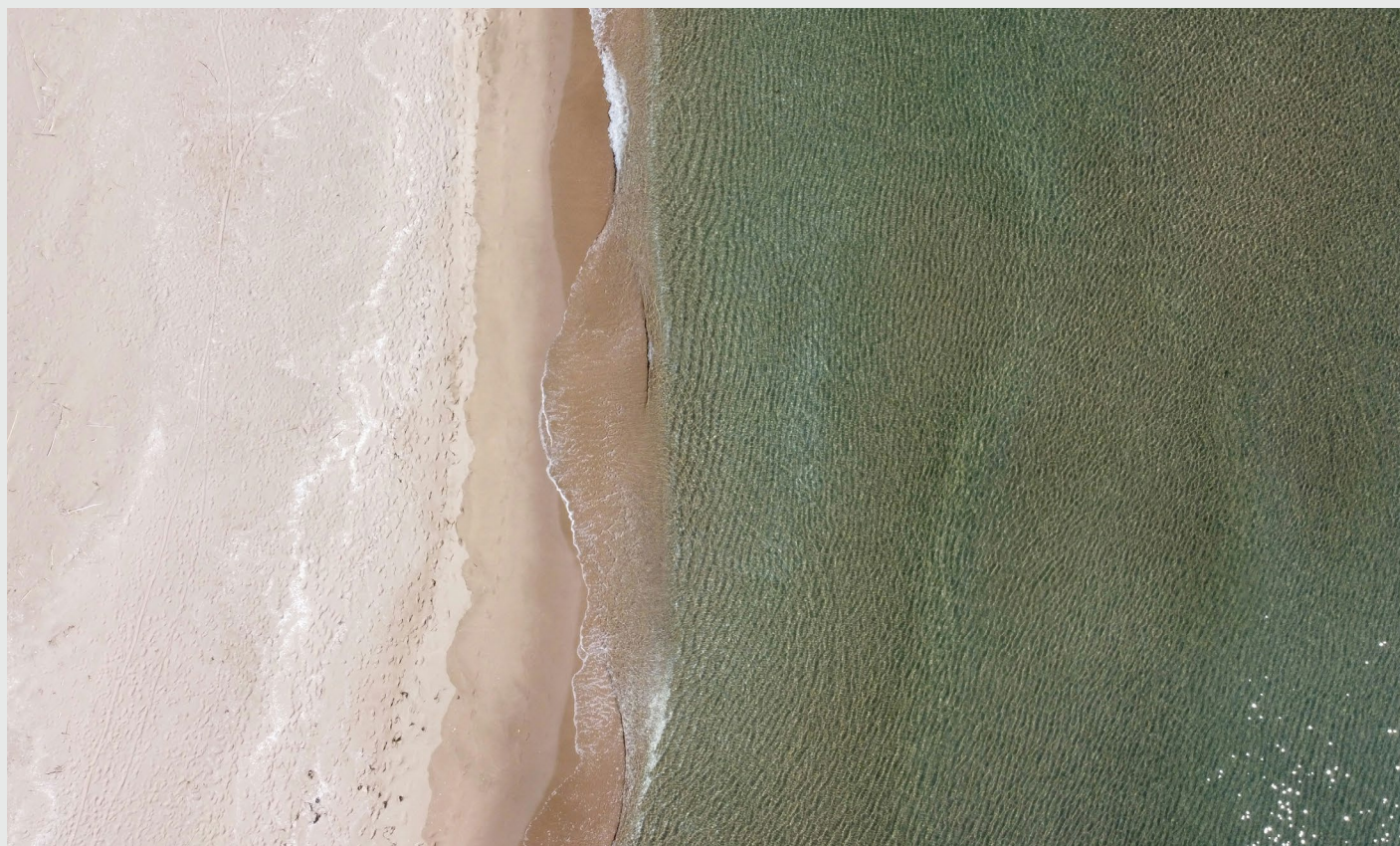


villes ivoiriennes ont publiquement déclaré leurs données via le questionnaire CDP-ICLEI Track en 2024

42%



de la population urbaine (représentant 6,8 millions de résidents)





Accent sur les projets

Deux villes ivoiriennes ont déclaré un total de 16 projets climatiques représentant un besoin en investissement de 2,4 milliards de dollars. Le secteur des transports est le plus important (5 projets pour 591 millions de dollars), suivi par la gestion des déchets (3 projets pour 205 millions de dollars) et les solutions basées sur la nature, la biodiversité et les espaces verts urbains (2 projets pour 457 millions de dollars).

Les projets d'atténuation sont plus nombreux que les initiatives d'adaptation, avec neuf projets d'atténuation contre cinq axés sur l'adaptation. Le pipeline de projets en est encore à ses débuts, avec 13 projets qui en sont encore à un stade initial de développement. Cela met en évidence les opportunités considérables de soutien à la préparation de projets et de partenariats financiers pour aider les villes à faire passer les initiatives climatiques de la planification à la mise en œuvre.

2



villes ivoiriennes
ont déclaré un total
de 16 projets liés
au climat

2,4 milliards USD

de financement
sont recherchés
pour ces projets

Les principaux secteurs pour les projets

Transports

5 projets recherchant un total de 591 millions USD de financement

Gestion des déchets

3 projets recherchant un total de 205 millions USD de financement

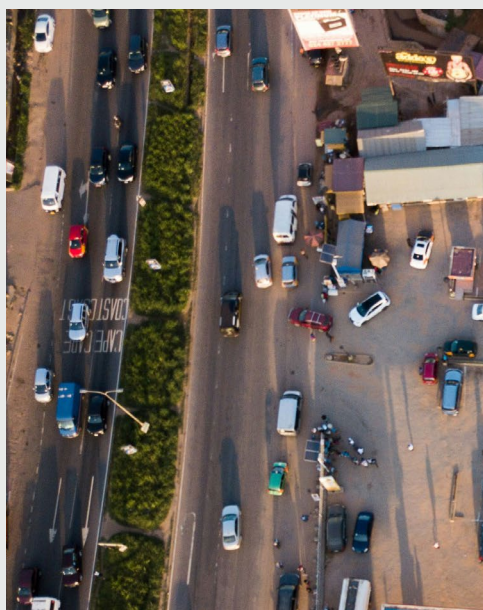
Les solutions fondées sur la nature, la biodiversité et les espaces verts urbains

2 projets recherchant un total de 457 millions USD de financement

Abidjan

Développement de 150 km de voies piétonnes et cyclables

Ce projet permettra d'aménager 150 km de routes pour les vélos et les piétons afin de favoriser la mobilité urbaine et le développement durable.



Stade de développement
ré-faisabilité/étude d'impact

Statut du financement
Projet non financé et en
recherche d'un financement
complet

Taille du projet (US\$)
10 millions < 50 millions



Abidjan

Mise en place de filières de gestion circulaire des déchets secs

L'objectif du projet est de créer des cadres standardisés pour mettre en œuvre la collecte des déchets secs, la récupération, et la réutilisation des filières identifiées. Le projet comprendra également un programme de renforcement des capacités pour les acteurs de la gestion des déchets et un programme de sensibilisation des consommateurs.



Stade de développement
ré-faisabilité/étude d'impact

Statut du financement
Projet non financé et en recherche d'un financement complet

Taille du projet (US\$)
Moins de 500 000

Commune de Cocody

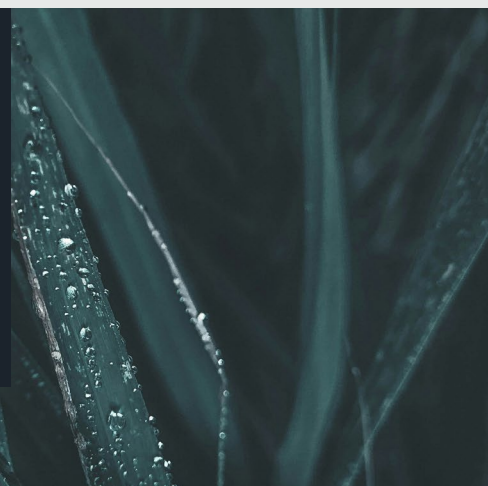
De la transformation du manioc à l'amélioration de l'environnement des villages de Cocody

Ce projet vise à rendre plus écologique la transformation du manioc en aliment local, l'Attiéké, et à créer des emplois durables pour les jeunes et les femmes en préservant l'environnement tout en développant des activités génératrices de revenus qui dynamisent l'économie locale.

Stade de développement
Pré-faisabilité/étude d'impact

Statut du financement
Projet non financé et en recherche d'un financement complet

Taille du projet (US\$)
Moins de 500 000



Commune de Cocody

Restauration des mangroves

Ce projet restaure les mangroves dans les villages lagunaires de Cocody, renforçant ainsi l'atténuation du changement climatique et la résilience des communautés. Les mangroves piègent le CO₂, réduisent la pollution et créent des espaces récréatifs. La restauration des berges des lagunes avec des plages réduira l'érosion côtière, l'eutrophisation et la pollution tout

en améliorant l'habitat aquatique. Des programmes communautaires sensibiliseront les habitants au rôle des mangroves dans le piégeage du carbone, la purification de l'eau et la biodiversité marine. L'initiative crée des milliers d'emplois verts grâce à l'entretien et à l'assainissement des lagunes. 50 plages, 100 étangs de pisciculture, 100 fermes avicoles et 100 parcelles agricoles seront créées dans les villages côtiers pour le jardinage biologique et les possibilités d'agriculture familiale urbaine durable.

Stade de développement
Faisabilité du projet

Statut du financement
Projet non financé et en recherche d'un financement complet

Taille du projet (US\$)
Non connue



Etude de Cas National : Le Nigéria

Le Nigéria a une géographie très diversifiée, ce qui le rend vulnérable à une variété de risques climatiques importants, tout en étant confronté à des pressions pour abandonner une économie basée sur les combustibles fossiles.

Les villes nigérianes ayant participé au CDP-ICLEI Track ont identifié les fortes précipitations, les inondations urbaines et côtières, la perte de biodiversité et les chaleurs extrêmes comme étant les principaux risques liés au climat en 2024. C'est ce que montrent les catastrophes récentes, telles que des inondations qui ont frappé 34 États en 2022, déplaçant 2,4 millions de personnes avec un coût de 6,7 milliards de dollars de pertes — le pire déplacement de population lié une à catastrophe naturelle qui ait frappé l'Afrique subsaharienne en dix ans. Les tes températures moyennes pourraient augmenter de 1,8 à 3,9°C jusqu'en 2080 par rapport aux niveaux préindustriels, ce qui aggraverait la désertification du nord, tandis que le delta du Niger pourrait subir plus de 4 mètres de précipitations annuelles et l'élévation du niveau des mers. La vulnérabilité dépasse de loin l'état de préparation, ce qui se traduit par un classement de 157^e sur 180 pays sur l'échelle de la vulnérabilité climatique de la ND-GAIN.

L'extraction du pétrole et du gaz façonne le pays, représentant 31 % des recettes fédérales et 90 % des devises étrangères. Le pétrole représente 38% de la consommation d'énergie et 67% des émissions de gaz à effet de serre, et la production devrait doubler d'ici 2030. Dans le même temps, seuls 60 % des Nigériens ont l'électricité ce qui stimule la demande d'investissements dans les infrastructures et l'énergie hors réseau.

Le Nigéria est confronté à d'importants défis économiques. Le service de la dette consomme plus de 80 % des recettes publiques et le pays a reçu moins de 10 % des besoins totaux de financement climatique entre 2021 et 2022. La suppression des subventions aux carburants, d'un montant de 9,3 milliards de dollars en 2023, touche le plus durement les ménages pauvres, sans pour autant libérer des ressources pour le travail lié au climat. Pourtant, le Nigéria gère l'un des principaux marchés d'obligations vertes d'Afrique et les fonds privés représentent 30 % du financement nigérian de la lutte contre le changement climatique.

La CDN 2025 du Nigéria s'engage à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 29 % d'ici à 2030 et de 32 % d'ici à 2035 par rapport aux niveaux de 2018, pour atteindre l'objectif de zéro net d'ici à 2060. Le pays reconnaît que le financement de la lutte contre le changement climatique est bien en deçà des besoins estimés tant pour l'atténuation que pour l'adaptation, ce qui explique les progrès limités dans la mise en œuvre de sa précédente CDN. Les priorités sont les suivantes : l'accès à 100 % de l'électricité d'ici à 2030, les énergies renouvelables représentant la moitié de la production, l'expansion des bus à haut niveau de service à Lagos et Abuja, et un futur plan national d'adaptation qui définira des mesures pour l'agriculture, les ressources en eau et les écosystèmes.

Le Nigéria a récemment activé son Fonds national de lutte contre le changement climatique pour des investissements catalytiques, des subventions à l'innovation et un soutien technique. Le pays étudie également la possibilité d'émettre des sukuks verts-des obligations sans intérêt conformes à la charia qui pourraient financer la feuille de route nationale sur l'économie circulaire, y compris au niveau des collectivités locales.





Enseignements tirés de la publication du CDP

Les villes d'Ibadan et de Lagos, ainsi que l'État de Cross River, ont déclaré leurs données via les questionnaires CDP en 2024, ce qui représente environ 30 millions de personnes, soit 13 % de la population totale du pays.

La capacité de planification climatique diffère considérablement entre les deux villes. Lagos dispose d'une évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité, d'un inventaire des émissions à l'échelle de la juridiction et d'un objectif actif de réduction des gaz à effet de serre. Ibadan est en train de dresser son inventaire des émissions - ce qui devrait se faire dans l'année - et prévoit d'introduire un objectif d'émissions dans les deux ans, mais n'a pas encore entrepris d'évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité (CRVA). Les deux villes ont des objectifs d'adaptation actifs⁴ et des CAP. Les informations communiquées par Lagos démontrent les avantages de la plus grande ville du Nigeria en termes de

capacités techniques et financières, tandis que les évaluations et les objectifs prévus par Ibadan témoignent d'un élan croissant en faveur d'une planification climatique complète. L'État de Cross River a fait état d'émissions actives et d'objectifs d'adaptation, mais n'a pas dressé d'inventaire des émissions et n'a pas réalisé d'analyse critique des émissions.

La collaboration interjuridictionnelle est bien établie entre les acteurs participants, tous les trois interagissant activement avec le gouvernement national. La coordination a porté sur de multiples éléments de planification climatique, notamment les plans d'action climatique, les évaluations des risques et des vulnérabilités, les objectifs d'atténuation et les objectifs d'adaptation. Ibadan note spécifiquement que l'implication du gouvernement national dans la planification de l'action climatique est une condition stricte.

2

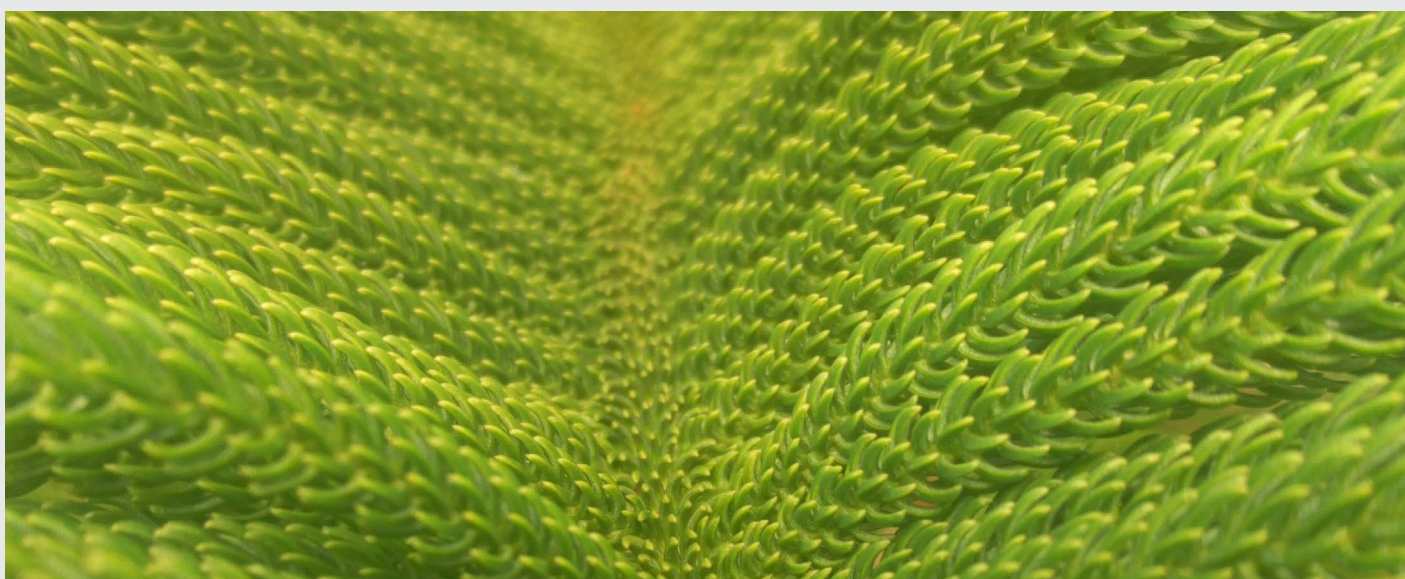


Villes et un état ont déclaré leurs données via le questionnaire CDP en 2024

13%



de la population totale du pays (environ 30 millions de personnes)



⁴ Un objectif d'adaptation actif comprend des données sur les risques climatiques visés par l'objectif, l'année de référence de l'objectif et l'année cible de l'objectif (2024 et au-delà).



Accent sur les projets

Lagos et Ibadan ont déclaré huit projets climatiques en 2024, bien que les besoins d'investissement n'aient pas été communiqués. La gestion des déchets est le secteur le plus important avec quatre projets, suivie par les transports (2 projets), et un projet dans chacun des secteurs de l'énergie renouvelable et de la consommation et de la production alimentaires durables.

Presque tous les projets, sept sur huit, en sont encore à un stade initial de développement. L'absence de communication autour des besoins d'investissement et la concentration des projets dans les phases initiales suggèrent que les villes ont besoin d'un soutien substantiel en matière de

délimitation du champ d'application des projets, d'évaluation de la faisabilité et de planification financière pour attirer le financement climatique et faire avancer la mise en œuvre.

Les principaux secteurs de projets

Gestion des déchets

4 projets

Transports

2 projets recherchant des financements

Énergie renouvelable

1 projet recherchant des financements

Production et consommation alimentaire durable

1 projet recherchant des financements

2



Villes nigérianes ont déclaré huit projets liés au climat en 2024, bien que les besoins en financement n'aient pas été communiqués

Lagos

Transport non motorisé pour les infrastructures cyclables

L'objectif de ce projet est de créer un guide pour le développement de systèmes de transport qui donnent la priorité aux besoins des piétons et des cyclistes. Ce plan améliorera la mobilité de base, le caractère abordable des transports, l'accès aux transports publics et les avantages

en matière de santé et de loisirs. Cette politique a été élaborée à la suite de consultations approfondies, y compris des réunions de parties prenantes et des ateliers de renforcement des capacités. La mise en œuvre réussie de cette politique nécessitera les efforts conjoints des parties prenantes concernées pour mettre en place un système de transport sûr et accessible à tous les usagers de la route.

Stade de développement
Faisabilité du projet

Statut du financement
Projet partiellement financé et en demande de fonds supplémentaires

Taille du projet (US\$)
10 millions < 50 millions

Lagos

Construction de décharges sanitaires avec captage des gaz de décharge sur les sites existants et nouveaux

Ce projet vise à transformer les décharges à ciel ouvert de Lagos en décharges sanitaires et à améliorer la gestion du méthane. Des systèmes de captage du méthane seront

également construits sur tous les nouveaux sites d'élimination. Le gaz capturé peut ensuite être utilisé pour produire de l'électricité à usage local. Les étapes clés de la mise en œuvre comprennent la réalisation d'une étude de faisabilité, l'élaboration d'un montage financier et la mise à jour du cadre réglementaire pour permettre aux sites de fournir de l'électricité au réseau local et à la construction.

Stade de développement
Evaluation

Statut du financement
Projet non financé et en recherche d'un financement complet

Taille du projet (US\$)
10 millions < 50 millions



CDP Worldwide

60 Great Tower Street
London EC3R 5AZ

Tel: +44 (0) 203 818 3900

@cdp
info@cdp.net
www.cdp.net

About CDP

CDP is a global non-profit that runs the world's only independent environmental disclosure system. As the founder of environmental reporting, we believe in transparency and the power of data to drive change. Partnering with leaders in enterprise, capital, policy and science, we surface the information needed to enable Earth-positive decisions. We helped more than 24,800 companies and 1,100 cities, states and regions disclose their environmental impacts in 2024. Financial institutions with

more than a quarter of the world's institutional assets use CDP data to help inform investment and lending decisions. Aligned with the ISSB's climate standard, IFRS S2, as its foundational baseline, CDP integrates best-practice reporting standards and frameworks in one place. Our team is truly global, united by our shared desire to build a world where people, planet and profit are truly balanced.

Visit [cdp.net](https://www.cdp.net) or follow us @cdp to find out more.